

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille
ud-13.dreal-paca@developpement-durable.gouv.fr

Marseille, le 24 avril 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Partie nominative

GCA LOGISTICS FOS

Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4
7 avenue de Shanghai
13230 Port-Saint-Louis-Du-Rhône

Affaire suivie par : Jacques CASANOVA
Téléphone : 07 61 29 08 73
Courriel : jacques.casanova@developpement-durable.gouv.fr
Références : JC-D-2025-0303 / SPR/2026/0044
Code AIOT : 0006410881
Pièces jointes :
- Annexe confidentielle

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 13/05/2025 de l'établissement GCA LOGISTICS FOS implanté Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- Jacques CASANOVA, Unité départementale des Bouches-du-Rhône, Pôle Seveso, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Blandine BRIKI Responsable HSE
- Brice PONSY Directeur des opérations
- Clément MATHIEU Directeur

Le courriel d'échange avec l'administration est brice.ponsy@fos.gcalog.com.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Jacques CASANOVA Inspecteur de l'environnement Signé	Laure GALIN Référente Risques Accidentels Signé	

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 13/05/2025 de l'établissement GCA LOGISTICS FOS implanté Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant la réalisation de l'action corrective et la transmission des justificatifs associés, il est proposé de **lever la mise en demeure** dont l'exploitant a fait l'objet pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Rubriques et limites** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 2
- **Localisation des stockages** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 3
- **Zones de stockage** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 4
- **Déchets** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 5
- **Disponibilité des Fiches de Données de Sécurité (FDS)** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 8
- **Incompatibilités** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 9
- **Système de Gestion de la Sécurité (SGS)** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 10
- **Sûreté** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 11
- **Mise en rétention du site : asservissement vanne martelière** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 1

Considérant l'exécution complète des conditions imposées qui ont conduit à prononcer une astreinte pour les installations relatives aux dispositions contrôlées et rappelées ci-après, il est proposé de **lever l'astreinte** mise en place pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Etat des stocks** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2023 article : 6

Considérant que l'exploitant n'a pas déféré dans le temps imparti à la mise en demeure dont il a fait l'objet, conformément au 4° du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé deux astreintes journalières de montants respectifs de 2700 € et de 250 € pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Non respect de mise en demeure** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 6

- **Non respect de mise en demeure** - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025 article : 7

Considérant que la durée de l'intervention par porte coulissante pour la mise en œuvre d'un arrêt d'urgence est estimée à 1h et que le coût horaire fournitures incluses est estimé à 100€, le montant de l'astreinte relative au non respect de l'article 6 est établi à 100 €/jour et par porte. Considérant le que le nombre total de porte coulissante est de 27, l'astreinte journalière totale est de 2700€/jour.

Considérant que les fournitures nécessaires au remplacement des 3 portes piétons objet de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2025 est estimé à 2500 €, considérant qu'au regard du délai déjà échu la disponibilité des portes doit être effective, qu'un délai de 10 jours apparaît comme suffisant pour planifier l'intervention et que la durée du chantier n'excède pas une journée, le montant de l'astreinte relative au non respect de l'article 7 est établi à 250 €/jour.

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 24 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GCA LOGISTICS FOS

Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4
7 avenue de Shanghai
13230 Port-Saint-Louis-Du-Rhône

Références : JC-D-2025-0303 / SPR/2026/0044
Code AIOT : 0006410881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement GCA LOGISTICS FOS implanté Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône. L'inspection a été annoncée le 07/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans la suite de la visite inopinée du 10 décembre 2024 ayant donné lieu à la prise d'un Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure (APMD).

Elle vise à assurer le récolement de la prise en compte par l'exploitant des dispositions de cet arrêté et de leur bonne mise en œuvre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GCA LOGISTICS FOS
- Plateforme logistique DISTRIPORT, Bâtiment B4 7 avenue de Shanghai 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône

- Code AIOT : 0006410881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement GCA Logistics FOS est implanté sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

L'établissement est classé Seveso seuil haut.

Il est autorisé à exploiter un entrepôt de stockage de produits combustibles et/ou dangereux par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2015.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a évoqué en fin de visite son souhait de modifier les tonnages autorisés pour deux rubriques ICPE afin que son titre d'exploitation lui permette de mieux coller à la réalité du marché. Les modifications portent sur des stockages affectés à une unique cellule et ne modifieraient pas le tonnage total stocké dans cette cellule.

La réduction du tonnage autorisé au titre des rubriques 41XX (toxique) étant équivalente à l'augmentation sollicitée au titre de la rubrique 4511 (dangereux pour l'environnement).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de montant
5	Portes coupe-feu	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 6	Astreinte	2700€/jour
6	Portes coupe-feu	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 7	Astreinte	250 €/jour

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques et limites	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 2	Levée de mise en demeure
2	Localisation des stockages	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 3	Levée de mise en demeure
3	Zones de stockage	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 4	Levée de mise en demeure
4	Déchets	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 5	Levée de mise en demeure
7	Disponibilité des Fiches de Données de Sécurité (FDS)	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 8	Levée de mise en demeure
8	Incompatibilités	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 9	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Système de Gestion de la Sécurité (SGS)	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 10	Levée de mise en demeure
10	Sûreté	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 11	Levée de mise en demeure
11	Etat des stocks	AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6	Levée d'astreinte
12	Mise en rétention du site : asservissement vanne martelière	AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les efforts sont notables par rapport à la visite du 10 décembre 2024, la tenue du site apparaît comme satisfaisante. La visite n'a pas révélé de nouvelle non conformité.

L'ensemble des points nécessitant une action de l'exploitant a été pris en considération. Les constatations conduisent à considérer que l'exploitant a pris conscience des attentes en matière de rigueur et de maîtrise de l'exploitation aux fins du maintien d'un niveau de sécurité compatible avec l'exploitation d'un site classé SEVESO seuil haut.

Les constats permettent de demander la levée des mises en demeure prises à l'encontre de l'exploitant au titre des articles 1, 2, 3, 4, 8, 9, 10 et 11 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 2025.

Les dispositions des articles 6 et 7 de l'APMED du 17/04/25 n'étant pas respectées à la date de rédaction du présent rapport, de nouvelles administratives (astreintes journalières) sont proposées.

L'ensemble des dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 novembre 2023 étaient satisfaites au jour de l'inspection. Aussi, il peut être procédé à la levée de cette mise en demeure ainsi qu'à la liquidation de l'astreinte afférente établie par l'arrêté préfectoral de sanction du 17 avril 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques et limites

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 2
Thème(s) : Situation administrative, autorisation
Prescription contrôlée : La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en : régularisant, sous 1 mois, la situation vis-à-vis de la rubrique 1450 par la redescende en dessous du seuil de déclaration régularisant, sous 1 mois, la situation vis-à-vis de la rubrique 2718 en stoppant son activité de transit de déchets dangereux ou en apportant la justification que les fûts vides souillés ne sont pas des déchets. Respectant, sous 15 jours, les quantités autorisées dans son arrêté préfectoral d'autorisation et le porter-à-connaissance du 16 juillet 2020 pour les rubriques 4511 et 4440.

Constats :

Au jour de l'inspection, les rubriques identifiées comme en dépassement ou exploitées sans autorisation sont régularisées.

Les constatations suivantes ont été effectuées :

- rubrique 1450 : l'état des stock à 10H05 montré en séance fait état d'un tonnage de 43 kg ce dernier est inférieur au seuil de déclaration,
- l'exploitant n'assure plus de transit de fûts usagés, aucun élément souillé n'a été observé lors de la visite terrain. L'exploitant indique désormais se limiter au stockage pour tiers tant que les fûts sont en service et non vides mais ne plus les récupérer une fois vide, le déchet est géré par le client sur son site de production.
- Pour les rubriques 4511 et 4440/4441 l'exploitant présente la sortie quotidienne de l'état des stocks :
 - en 4511 conformité à la quantité autorisée (tonnage disponible en annexe confidentielle)
 - en 4440 conformité à la quantité autorisée (tonnage disponible en annexe confidentielle)

L'exploitant indique que toute acceptation de produits dangereux est désormais soumise à l'approbation préalable de Madame Briki afin de s'assurer de la disponibilité en termes de capacité de stockage vis à vis de l'autorisation d'exploitation.

Afin de maintenir cette maîtrise des volumes stockés, l'exploitant a mis en place un travail en amont avec les clients : information préalable et mise en place d'une stratégie à 3 semaines pour donner des pré-accords ou des alertes sur l'impossibilité de réception (exemple de mail fourni sur un refus ponctuel de livraison).

Cette démarche n'est pas formalisée par une procédure mais s'appuie sur les échanges commerciaux téléphoniques et numériques avec les clients, l'objectif étant d'assurer à la fois la maîtrise des stocks locaux et d'éviter les camions chargés sans point d'arrivée.

Pour y parvenir l'exploitant a cessé le travail avec certains clients en leur demandant d'évacuer leurs stocks sous 15 jours (exemple de mail fourni)

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Localisation des stockages

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 3

Thème(s) : Situation administrative, conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en :
respectant, sous 1 mois, l'ensemble des conditions de stockages, et notamment la localisation des stockages de matières dangereuses définies à cet article.

Constats :

L'inspection n'a pas relevé d'écart à la prescription visée en référence lors de sa visite du 13 mai.

<p>L'exploitant indique que la thématique des conditions de stockage des produits dangereux a été intégrée aux tops sécurité réalisé au titre de l'animation sécurité et de la formation.</p> <p>Le rappel au personnel des conditions de stockage des produits dangereux est également affiché dans les cellules au niveau des affichages..</p> <p>En cellule 4 les constatations réalisées n'ont pas conduit à identifier d'incohérence avec les données de l'état des stocks concernant les tonnages en rubrique 4510.</p> <p>En salle, il a été demandé la transmission de la sensibilisation relative aux conditions de stockage (affichage vu dans les cellules) ainsi que l'état des stocks à 8 h.</p> <p>L'exploitant a transmis l'ensemble des éléments dans la journée du 13 mai.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Zones de stockage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 4
Thème(s) : Situation administrative, conditions d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en : déplaçant, sous 7 jours, tous les matériaux et produits situés hors des zones de stockage autorisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a noté que l'ensemble des produits situés hors zone autorisée avait été déplacé.</p> <p>Lors de la visite terrain, il n'a pas été observé d'autres anomalies sur les localisations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, obligations réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter, sous 1 mois, les dispositions du point 1.7.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sur la gestion de ses déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>La gestion des déchets est apparue comme satisfaisante lors de la visite terrain : absence de déchets épars, bennes organisées à l'extérieur.</p> <p>Le nouveau plan avec zones déchets a été transmis par mail dans la journée, ce dernier est en date</p>

du 7 mai.
L'Inspection a noté que l'exploitant avant mis en place une organisation avec un opérateur dédié pour la bascule aux bennes afin d'améliorer la maîtrise de cette activité de gestion courante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Portes coupe-feu

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, obligations réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remettant en état, sous 7 jours, les portes non-fonctionnelles, - assurant, sous 7 jours, une accessibilité à l'ensemble des portes de secours de chaque cellule depuis l'intégralité des allées de cette cellule, - apportant, sous 1 mois, les justificatifs pour chaque cellule de l'asservissement des portes coupe-feu avec la détection du système d'extinction automatique incendie ; - mettant en place, sous 1 mois, des dispositifs manuels permettant de déclencher les portes coupe-feu depuis chaque côté des cloisons séparatives.
<p>Constats :</p> <p>Concernant les portes piétonnes, l'Inspection a constaté que l'accessibilité de l'ensemble des portes étaient assurée (la visite terrain n'a révélé la présence d'aucun obstacle). Les portes non manœuvrables au 10 décembre sont désormais fonctionnelles.</p> <p>pour les portes coulissantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - asservissement des portes à une détection linéaire fumée (autonome vis à vis du SSI), toutes les portes sont complètement indépendantes et à sécurité positive fermeture totale en cas de perte électrique. - pilotage manuel des deux côtés : <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant présente une procédure (établie par son fournisseur) transmise par mail le 3 avril (annexe 23 de la réponse exploitant), qui décrit le mode de fonctionnement manuel de fermeture des portes coulissantes (débranchement du câblage électrique), mais non son mode d'actionnement automatique. Cette disposition n'apparaît pas comme satisfaisante en termes de sécurité des personnels et ne réponds pas à la fonction d'urgence attendue avec cette disposition ; • le fournisseur (Mondial Feu) indique, lors d'un appel téléphonique le jour de l'inspection, que le déport de deux boutons de déclenchement n'est pas conforme au fonctionnement de portes autonomes ; <p>Sur ce dernier point l'écart avec l'AP persiste.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 16 mai 2025, la réponse du fournisseur relative à l'impossibilité</p>

<p>réglementaire d'apporter la modification demandée. Cet écrit ne cite aucune référence réglementaire.</p> <p>L'Inspection a demandé à l'exploitant des éléments complémentaires ou la réalisation des travaux sans délais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En dépit de plusieurs échanges, au 3 octobre 2025, l'inspection ne disposait toujours pas de justificatifs réglementaires attestant du caractère inadapté de la prescription et aucun travaux n'avait été entrepris.</p> <p>Constatant de fait le non respect de la mise en demeure, il est proposé à Monsieur le Préfet de procéder à la prise d'une sanction administrative par la mise en place d'une astreinte journalière de 100€ par jour et par porte non conforme soit pour l'ensemble de l'installation une astreinte journalière de 2700€.</p>
<p>Type de suites proposées : avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte pour non respect de mise en demeure</p>

N° 6 : Portes coupe-feu

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en :</p> <p>transmettant, sous 7 jours, les preuves de remise en conformité des 5 portes qualifiées de « non satisfaisantes » par le prestataire PROMAT Sécurité dans le rapport relatif aux contrôles du 31 janvier 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur les portes coulissantes considérées non satisfaisantes suite au contrôle réglementaire du prestataire agréé, une commande auprès d'Axima a été formalisée le 7 mai, suivie d'une confirmation suite au « bon pour accord » le 12 mai du prestataire ; une intervention est prévue à partir du 10 mai (mail traçant cette planification transmis à l'Inspection).</p> <p>L'exploitant a fait état des difficultés de son prestataire pour cette intervention, les pièces n'étant plus disponibles. Une première intervention s'est déroulée le 9 septembre mais les travaux n'ont pu être réalisés en lien avec une incompatibilité des pièces avec le système en place. Les nouvelles pièces ont été réceptionnées fin septembre et l'intervention prévue début octobre.</p> <p>Le 06 octobre 2025 l'Inspection ne disposait pas d'attestation de réalisation effective des travaux.</p> <p>Concernant les portes piétonnes :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail à l'Inspection, en date du 7 mars les devis signés (6 mars) et la confirmation du prestataire à la même date pour le remplacement des 3 portes.</p> <p>L'intervention planifiée les semaines 16/17 a été reportée à juin par le fournisseur pour non réception des portes.</p> <p>En date du 06 octobre, le justificatif de réalisation n'a pas été fourni pour les travaux commandés.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constatant de fait le non respect de la mise en demeure, il est proposé à Monsieur le Préfet de procéder à la prise d'une sanction administrative par la mise en place d'une astreinte journalière de 250 € par jour.</p>
<p>Type de suites proposées : avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte pour non respect de mise en demeure</p>

N° 7 : Disponibilité des Fiches de Données de Sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, obligations réglementaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en : mettant à jour, sous 3 mois, l'intégralité des FDS des produits stockés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rattrapage manuel a été fait, le jour de l'inspection l'intégralité des produits MANE disposaient de leur mention de danger. Le 16 juin l'implémentation automatique sera faite depuis l'appli partagé entre le client et l'exploitant. (retard de développement du projet).</p> <p>Toutes les mentions de danger figurent désormais à l'état des stocks et plus uniquement celles à l'origine du classement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 8 : Incompatibilités

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conditions d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions du point 8 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en : supprimant, sous 7 jours, les situations de stockages incompatibles au sein d'une même cellule.</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de mieux gérer la question des incompatibilités, l'exploitant a établi une procédure, cette dernière a été présentée en séance et est affichée dans l'entrepôt (transmise également par mail)</p> <p>L'Inspection n'a pas relevé lors de la visite terrain, d'incompatibilité de stockage. Au regard de la dimension de l'intégralité des cellules, le contrôle n'a pas été exhaustif sur</p>

chacune des cellules mais l'ensemble des cellules a bien été vu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : Système de Gestion de la Sécurité (SGS)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions des points 1 et 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 en : • mettant à jour, sous 1 mois, son SGS afin de garantir la maîtrise de l'exploitation concernant les points suivants : ° Gérer les dépassements des quantités, ce qui implique : ▪ d'établir, valider puis transmettre à l'Inspection une procédure encadrant l'identification préalable des risques de dépassement des quantités autorisées et les actions préventives , ▪ d'établir, valider puis transmettre à l'Inspection une procédure encadrant la prise en compte des dépassements des quantités autorisées et les actions correctives associées, ▪ de définir un plan d'action type ayant pour objet un retour à la situation nominale le plus rapidement possible, ° Gérer les déchets ce qui implique : ▪ de définir et mettre en œuvre une stratégie de gestion des déchets permettant de respecter l'ensemble des dispositions de l'article 1.7.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ainsi que celles du point VII de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, ▪ d'encadrer cette stratégie par une ou des procédures qui devront être intégrées au SGS au titre du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, ° Gérer l'évacuation du personnel ce qui implique : ▪ d'établir et valider une procédure visant à encadrer le maintien d'une situation nominale en matière de capacité d'évacuation, cette procédure devra préciser les contrôles ou visite de routine mis en œuvre ainsi que les modalités de réalisation d'actions correctives, ° Gérer la maintenance des portes coupe-feu ce qui implique : ▪ de préciser les modalités de test des équipements, ▪ le cas échéant, de proposer une planification de tests permettant de vérifier l'ensemble de la chaîne de déclenchement en faisant réagir les capteurs. ° Gérer les incompatibilités ce qui implique : ▪ de gérer la question des incompatibilités de stockages : phase préalable au stockage et contrôle lors des opérations de manutention, ▪ de maintenir en permanence la conformité aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 par la mise en place de procédures dédiées</p> <p>La mise en œuvre de ces procédures devra être assortie d'une formation du personnel dans un délai de 2 mois suivant la validation de la version actualisée du SGS.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le référentiel documentaire en ligne, les procédures ont bien été intégrées.</p> <p>L'information est ensuite faite à l'ensemble du personnel par l'intermédiaire de formations. Vu en séance la fiche de présence pour le focus sur les personnes extérieures en date du 14 avril 2025.</p> <p>L'exploitant a transmis, par mail, le détail de toutes les procédures reprises ou nouvellement intégrées au SGS, leurs dates d'ajout et les dates de formations.</p> <p>La démarche mis en œuvre par l'exploitant répond aux exigences réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : Sûreté

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 11
Thème(s) : Situation administrative, gestion des accès
Prescription contrôlée : La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2015 en : mettant en place, sous 1 mois, les mesures et moyens nécessaires afin d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.
Constats : La barrière poids lourds était fermée et la boucle magnétique permettant de gérer les sorties est fonctionnelle. L'Inspection a dû décliner son identité pour pénétrer sur le site. L'ensemble des observations conduit à considérer que l'exploitant ne contrevient pas aux dispositions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : Etat des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : La société GCA LOGISTICS FOS est mise en demeure de respecter les dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en : - complétant sous deux mois l'état des matières stockées : <ul style="list-style-type: none">• en y intégrant toutes les matières combustibles ;• en précisant la localisation par cellule des matières combustibles non dangereuses ;• en précisant les quantités des substances, produits, matières ou déchets présents pour chaque zone de stockage ;• en y faisant apparaître les mentions de dangers des matières dangereuses de manière à ce que cette information soit directement accessible ;• pour les matières autres que les matières dangereuses, en regroupant les produits par grandes familles de produits, matières ou déchets selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ;• en mettant à jour le plan général des zones de stockage ;• en référençant l'état des matières stockées dans le POI ; - réalisant sous deux mois, l'état des matières stockées sous format synthétique.
Constats : L'ensemble de l'état des stocks a été repris. L'Inspection n'a pas d'observation sur l'état des stocks, concernant les plans une mise à jour a été

<p>faite depuis celle transmise par mail dans le courrier de réponse à la visite du 10 décembre. La nouvelle version en date du 7 mai est présentée en séance et transmise.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant avait transmis dès le 7 mars des éléments attestant la prise en compte des attendus et le début de la remise en conformité. Cependant il restait encore des points non régularisés : incomplétude des mentions de danger, absence des localisations des zones déchets sur les plans.</p> <p>Au jour de l'inspection, il ne restait plus d'écart à la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 12 : Mise en rétention du site : asservissement vanne martelière

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, isolement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GCA LOGISTICS FOS, dont le siège social est situé DISTRIPORT Porte d'Asie - Bâtiment B4 - 7 Avenue de Shanghai - 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône est mise en demeure de respecter les dispositions du point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettant, sous un mois, un échéancier de remise en conformité, <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 1^{er} février 2024, l'exploitant n'avait pas été en mesure d'attester de l'automatisation et de l'asservissement de la vanne martelière en sortie hydraulique du site. Au regard du risque de pollution et d'atteinte aux intérêts protégés une mise en demeure avait été proposée afin d'encadrer le retour à la conformité.</p> <p>Le 27 mars 2025, l'exploitant a transmis des éléments attestant de l'asservissement effectif au déclenchement du système de sprinklage de la vanne martelière. Lors de la visite terrain du 13 mai l'inspection a constaté que le boîtier de commande de la vanne était bien verrouillé sur le mode asservissement. L'exploitant a présenté la fiche du test réalisé le 13 mars 2025 par le prestataire AXIMA, ce dernier conclut au caractère fonctionnel de l'asservissement (simulation par mise en marche de la motopompe).</p> <p>L'ensemble des constatations conduit à considérer que l'exploitant respecte les dispositions réglementaires et qu'il les respectait déjà lors de la visite du 1^{er} février 2024 sans pouvoir le démontrer à l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Annexe confidentielle
Non communicable au public

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible ⁽¹⁾
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Rubriques et limites
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/04/2025, article 2
Information confidentielle : Au jour de l'inspection les tonnages suivant ont été constatés : <ul style="list-style-type: none">• 4440/4441 : 232 tonnes• 4511 : 345 tonnes Ces quantités respectent les limites d'autorisation.

Nom du point de contrôle : Etat des stocks
Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/11/2023, article 6
Information confidentielle : L'Inspection propose donc la liquidation complète de l'astreinte, le retour à la conformité ayant été constaté lors de l'inspection. Le délai s'établissant à 26 jours depuis la notification de l'arrêté et l'astreinte journalière étant de 167 euros, le montant à recouvrer s'établit à 4342 euros.